LE DISCERNEMENT INDESTRUCTIBLE DU CAPITALISME ?

L'histoire que vous allez lire va vous soulever de répulsion envers ses protagonistes.
Le fait que ces dits protagonistes soient massivement louangés par les médias va encore augmenter l'intensité de ce dégoût et va même l'élargir à ces seconds couteaux (les-journalistes-pires-que-des-flics!)…

Il existe, clairement, un système de protection sociale étendue basé sur cette solidarité que vantent, à nos enfants, les écoles et la majorité des parents. Un tel système ne peut qu'être amélioré, il ne viendrait à l'idée de personne d'agir autrement. Vous croyez ? D'étranges silhouettes qui se prétendent "nos" dirigeants semblent penser tout autrement. Ils veulent tout détruire au seul impératif que "les dépenses exploseraient" et que les "coûts prévus dépassent l'entendement". Pourquoi pas ? Peut être ont-ils des informations qui dévoilent un autre réel ? Oui! oui nous y avons porté attention mais n'avons relevé que leur posture si bizarre et si biscornue. Ils attaquent sans cesse mais jamais ne font, ne serait-ce même qu'esquisser, ce qu'ils veulent mettre à la place : ce qui s'oppose à toutes les règles d'honnêteté. Ils accusent sans discontinué mais n'admettent aucun débat : ce qui reste contraire aux critères d'équité . Bref, dans une affaire aussi collective ils endossent un comportement de non dialogue qui ne peut amener que le suspicieux "mais ils jouent perso"…Voyons!

Le système de protection sociale c'est chômage, santé, famille, retraite, sans oublier services publics. Tristement nous verrons ces très irresponsables responsables y dessiner toujours le même monotone scénario. Comprendre une branche c'est les comprendre toutes.

Retraites : pas trop de dépenses mais trop de profits

Commençons par la retraite : nous verrons les diagnostics (tout au pluriel afin d'éviter toute forme de pensée unique!), les faits chiffrés, les solutions dont les alternatives et, surtout, ce que ces arrogants personnages proposent de mettre à la place (ce qui va vous émietter de déceptions tellement ce n'est jamais à la hauteur des adultes ambitions du Conseil national de la Résistance).

Diagnostic

Donc les dépenses de retraite exploseraient : panique! Si on ne fait rien on court à la catastrophe. D'où les réformes comme des barricades revendicatives. Ces dirigeants engueulent ouvertement le peuple qui aurait tout faux. Devant ces faits juste suggérés, jamais démontrés, faut tout casser. A leur habitude fanatique, pour "sauver" il faut "tout" détruire. Irréfléchies et puériles attitudes qui nous poussent à tout récapituler.
Retraites, 50 % de la population reçoit moins de 1000 € mensuels et vous avez des "retraites chapeaux" grimpant jusqu'à 12 millions d'euros. L'acharnement, désormais suspect, ne se pose que sur ces 1000 €. Peu rationnel non ? Ah mais c'est que, d'ici 2020, la part des retraites dans le PIB va augmenter de 6 % (de 12,5 à 18,5 %), ce qui ne serait pas tenable (la panique tenant lieu d'argument). Entre nous, sont-ces 1000 € ou ces 12 millions qui participent le plus de cette "augmentation des dépenses"? De plus, de 1950 à 2000, il y a déjà eu accroissement de 7 % dans la part du PIB. Impossible de déceler, là, nulle catastrophe, juste une évolution normale dans la droite ligne du passé. Dans le futur (si nous stoppons l'extrême voracité sur les biens publics des soi-disant élites) il n'y aura pas de problème majeur de paiement des retraites. Le système ne semble pas effondrable par lui-même il faut user des sournois assauts

destructeurs pour le lézarder. La Société a, ainsi, des ennemis clairement identifiés : ses dirigeants!

Les faits écartés

Un ensemble de faits non signalés va faire toujours plus suinter les dégoûts face à ces casseurs voyous. Les 2 actifs d'aujourd'hui produisent 1,5 fois plus que les 4 actifs d'hier. En 2020 1seul actif produira plus que les 2 actifs d'hier (c'est à dire d'aujourd'hui). En 2020 le PIB aura au moins doublé. Le soi-disant déficit (qui ne prend pas en compte tous les paramètres et n'est donc pas chiffre fiable) serait de 43 milliards d'euros. Or de 1980 à nos jours, le service des revenus financiers distribués par les entreprises, c'est à dire les profits non réinvestis, est passé, de 30 % à 80 % des profits. Sur 61 milliards de profits annuels, les dividendes versés aux ménages fortunés en 2001 s'élevaient à 43 milliards, exactement la part manquante pour financer le "trou" du système par répartition. Comme la plus-value est créée par tout le monde, que le capital ne crée aucune richesse "métaphysique" (qui n'existerait que dans son bureau et n'y serait pas amenée par tout le collectif circuit économique) il est normal de retrouver les mêmes chiffres symétrisés à différents lieux de l'entier circuit économique. Ce que, scandaleusement, cachent les délinquants de la destruction de la protection sociale.

A ce stade de l'histoire, d'inspecter leurs soi-disant "solutions" risque de les disqualifier toujours plus. De les ramener à la très petite taille du ridicule tous azimuts. Puisque nous avons entrevu un manque total de sérieux dans leur diagnostic voyons si leurs "remèdes" ne seraient pas aussi fantaisistes :

Indigence de leurs solutions

Allongement de la durée de cotisations (tilt! cotisations, mot jamais prononcé dans leurs copies de très mauvais élèves!)

Baisse de la pension versée, plus de garantie d'un minimum vieillesse en réalité

Création d'un fonds de pension (tilt! ce fonds qui fond vient s'insinuer avec le mot jamais prononcé de "cotisations")

Alignons, rapidement (pour ne pas être étouffés de nausées) quelques faits adultes :

En 2006, 42 % des femmes et 45 % des hommes, seulement, ont un emploi lors du départ à la retraite. On ne voit pas comment ils pourraient "allonger" ce dont on les démunit. Démuni? Exactement, puisque le travail est un droit constitutionnel (inscrit dans la Constitution, le sommet de "l'état de droit"), s'il n'y a pas de travail la République doit vous dédommager de cette atteinte portée à vos droits. Si elle ne le faisait pas elle serait hors des lois!

De plus, même si vous allongez la durée, pour l'écrasée majorité, il reste très difficile d'avoir une retraite au taux plein. Sauf pour ces retraites chapeaux à 12 millions (85 % de l'ancien revenu!) dont le lieu de prélèvement est rarement souligné, puisque les caisses sont abouchées directement aux entreprises. Là c'est l'état qui paie, ici l'entreprise : n'y-a-t- il "rupture de l'égalité devant la loi" ? N'oublions pas le mot jamais prononcé " cotisations "!!! RMA dites-vous, sans clarifier l'héritage du RMI : les cotisations retraites ou chômage ne sont calculées que sur le complément Rmi réellement versé, les Rmistes ne validèrent, ainsi, qu'un trimestre pour la retraite alors qu'ils payèrent un an entier. La cascade des prescriptions sordides de cet ordre, sans justification défendable, ne fait que graver les cruautés inadmissibles des soi-disant élites. Perte du "minimum vieillesse" malgré leur blabla, n'est-ce pas grossièreté bestiale ? Vous avez versé des cotisations toute votre vie et vous ne les "récupérez" même pas! Une solution alternative s'y tient pourtant. Oui, le moyen facile de combler ce "trou" qui ne fait trembler que ces arriérés qui "regardent la télé comme si c'était la réalité et non un montage idéologique artificiel" (qui devra bien rendre, un jour, des "comptes de réel"!). Elle commence par ce qui sombre dans le grotesque de nommer "charges patronales " - et qui, en République, reste un "délit sémantique" – au lieu de "cotisations patronales ". Optons, afin de clarifier le débat, pour "charges salariales " puisque sans déductibilités et "cotisations patronales " pour leur rappeler leur devoir solide de solidarité. Donc, oublié le déguisement

verbal d'une charge non partagée (tout sur le dos des trop riches – difficile à dessiner non ?) et guère oublié, par contre, le fait qu'il suffise d'augmenter de, seulement, 0,37 % les "cotisations patronales " pour que le système de répartition perdure en l'état. Tel quel. Nous avons vu que le "trou" de 2020 pouvaient être facilement assaini par répartitions équitables des beaucoup-trop-de-dividendes versées au trop fortunés qui, scrupuleusement, correspondent à l'exact chiffre du déficit. Comme si ce "déficit" provenait d'un intempestif et bien caché prélèvement ! Bref, la protection sociale serait clairement excédentaire…Sinon pour les barbares financiers qu'y aurait-il à voler s'il n'y avait que de vrais déficits ? Osez répondre pour une fois sans ambiguïté!!!

Toutes les pistes alternatives les surpassent

Autres pistes alternatives (à croire, qu'à part l'illégale panique qu'ils répandent sur "plus de retraites possibles", ils n'ont rien de sérieux à dire!): le chômage. Eh oui, les cancres indécrottables qui ont le culot de se prétendre dirigeants prouvent, sans cesse, qu'ils ne connaissent rien au réel. La fin de tout chômage ouvre une assiette de "cotisations" plus qu'énorme. Inimaginée : 1 million de chômeurs en moins, puisque retrouvant une activité à temps plein, c'est 20 milliards de plus en cotisations en plus pour la Sécu. Ce gigantesque pactole est dédaigné puisque le NAIRU ("taux naturel du chômage") reste la preuve, si inhumaine et monstrueuse, que les dirigeants ne veulent surtout pas du plein emploi. Dans les couloirs putrides des Bourses ils clament bien "le chômage c'est bon pour l'Economie ", signant qu'ils ont une vision bien malade de l'Economie. En tout cas inapte au "global" et très antisociale. Et que donc – même si c'est difficile à dire pour les gogos qui gardent le moindre respect pour "nos" non-dirigeants – jamais rien n'a été fait pour lutter contre le chômage. Non seulement tout n'a pas été tenté mais rien n'a été, réellement, essayé. Que tout a été fait pour le maintenir, au contraire. Le "taux naturel" est celui qui "permet" un taux d'inflation bas, ce qui sert surtout les improductifs rentiers. De plus, la hure bestiale des dirigeants se profile, puisque, pour eux, fin du chômage = basculement du rapport de force en faveur des salariés. Pas question. Ils sont "pour" le chômage à fond leurs caisses.

Leur pensée d'escrocs se dessine toujours plus clairement : tout le problème serait le "coût du travail". L'idéal (sic) serait que tout le monde (sauf eux) vienne bénévolement travailler pour la collectivité sans prétendre au moindre revenu. Toujours des dossiers hors réel. En France, le "coût du travail" reste inférieur de 18 % face à l'Allemagne, de 11,7 % par rapport au Danemark et 2 % au Royaume Uni. Outre, que ces chiffres désigne clairement une carte du braquage plus ou moins avancé des citoyens par "leurs" dirigeants – nous obtenons une méfiance accrue à l'égard des radicales incompétences des ces non-dirigeants.

Puisque, magie totale, pour ces cancres, il "suffit" de remplacer le système par répartition par celui par capitalisation. Cette légèreté intellectuelle omet de penser que les 450 milliards d'euros nécessaires pour les retraites 2020 ne seront pas changés par le système choisi. Répartition ou capitalisation la somme demeure identique : leur navrante anti-pensée s'écroule dès qu'il y a débat. Ce qui est prétendu impossible avec les "cotisations" (l'équilibre des comptes) le serait, magiquement, sous formes de titres financiers "dérégulés" (au sens de plus rien de régulier, plus de règle et plus rien de régulé – le tout gangstérisé!). De plus, ne pas omettre, que la débâcle boursière et bancaire de 2008 ne permet plus de clamer, ouvertement, "fonds de pension" (pension autre mot pour retraite) ça pue trop le "tout privatisé" sombrant, trop souvent, dans le ridicule d'être "sauvé" par le Public. Trop d'incompétences trônent en ces lieux : la chute de confiance envers les banquiers frôle l'abîme. Il faut signaler, enfin, au sujet des fonds de pension, que le directeur de la Caisse des dépôts et consignations aux USA a nommé, ceux-ci, de débâcle intellectuelle, de pensée pour enfant attardé. En effet, c'est un système frauduleux qui abandonne tout son poids sur le seul dos des salariés. En conséquence, vos "primes" (autre nom de cotisations) sont placées en Bourse et si ça gagne les "responsables" (très inconscients) volent le pactole. Sans jamais n'avoir versé de prime qui le

leur permettrait. Vous, vous n'êtes jamais sûrs de "récupérer" vos versements mensuels. Or le système de répartition a vu, plusieurs fois, le montant des "charges salariales" (nouveau nom des cotisations salariales) sérieusement diminuer. En capitalisation, ça ne peut qu'augmenter les primes à verser, si ça perd ce n'est que pour vous : vous pouvez tout "perdre" sans qu'il en soit de votre responsabilité, ce processus est sans assurance possible. Pitoyable système "avec l'argent des autres" où si "ça gagne" c'est pour eux et si "ça perd" c'est encore pour eux de ne pas assumer. Vous qu'y gagnez-vous sinon le droit systématique de perdre à tous les coups, sur la durée complète de vos cotisations s'entend ? Cet exagéré paternalisme (où les patrons vous volent tout) n'offre aucune garantie. Infimes chances de réellement percevoir une pension de retraite acceptable donc. Aucun avantage autre que de vous faire dévaliser par les gangsters boursiers (95 % de leurs "activités" (sic) c'est de la spéculation donc le braquage du fric des autres). Pourquoi pas, alors, se passer des dirigeants voleurs et entrer dans un système de répartition? Mais il existe déjà! Rien ne justifie donc le changement du système de répartition. Le but de ces réformes délictuelles n'étant pas de financer les retraites mais de ne plus avoir à le faire. Que tout soit à la charge des seuls salariés. De plus, devenir fou à ce point dans la capitalisation (vous perdez tout point de vue personnel et devenez zombifiés par des intérêts opposés aux vôtres) ne peut finir que dans ce suicide social où pour "rentabiliser" "votre" capitalisation vous devez réduire sans cesse votre propre salaire comme celui de votre entourage. Ce serait même mieux si vous vous mettiez au chômage ainsi que tout le monde : nous ne pouvons laisser se multiplier ces suicides sociaux d'êtres obsessionnellement trop opposés à leurs propres intérêts. Le système par capitalisation se voit définitivement disqualifié, au minimum, pour "abus de faiblesse" ... Tiens, où se cache donc l'intelligence indestructible du capitalisme ?

Vous payez deux fois

Le vrai gangstérisme de ces réformes (bonnes pour la réforme) c'est que vous payez 2 fois : la cotisation, et la faiblesse des pensions. Le pot aux roses c'est que les cotisations sont volées par la finance folle. Et que, s'il reste possible que les retraites chapeaux correspondent à 85 % de l'ancien revenu, rien ne permet de ne pas étendre ce système à toutes les retraites. En Europe, le "moins disant" a pu s'organiser, le "mieux disant" le pourra donc tout aussi facilement. D'étendre une "contribution sociale des entreprises", sur le modèle de la CSG, ne toucherait qu'à l'équivalent de 10,3 % de leurs "revenus" placés en Bourse. "Charge" trop infime pour ne pas l'admettre et l'accepter pour ces tranches "supérieures". Vous pouvez tourner la réflexion dans tous les sens, vous trouvez toujours que les solutions alternatives (celles non diffusés dans ces si peu fiables médias) dominent hautement la bassesse des casseurs du système de protection sociale. D'autant plus que leur but se montre si véreux et si minable : le braquage en grand des retraites représente, en une fois (après la source sera tarie), 170 milliards d'euros. Faire sortir (sans aucune bonne raison) les retraites du champ de la protection sociale et les "offrir" à la capitalisation privée ça représente 170 milliards. Ces esprits irresponsables ne voient que ça et sont prêts à saccager la Société pour ce non-choix collectif (un psychiatre a, judicieusement, identifié la "maladie USA" comme "une maniaquerie qui veut que vous restiez immobiles et sans rien dire à vous faire dévaliser. Sinon se déchaînent des accusations unilatérales sans aucun fondement. Ces compulsions, sans soins, font perdre, à la longue, toute faculté de penser raisonnablement" !). Donc nos 170 milliards : pour l'investissement à long terme ? Pour les infrastructures et biens collectifs ? Pour préparer le futur? Pas du tout : juste pour l'enfantillage, que n'admet aucun esprit adulte, et qu'ils nomment Bourse- le système le plus anti-investissement et le plus coûteux pour la Société imaginable (elle paie énormément pour une infime minorité qui n'investit jamais mais se fait juste des rentes!). Basée, en plus, sur d'intenables frivolités comme privatiser les bénéfices et socialiser les pertes, ou encore utiliser l'argent que je n'ai pas pour vous mettre en faillite et, une fois que j'ai volé vos biens, utiliser cet argent volé pour payer ce qui m'a permis

de vous escroquer, ou bien vivre en parasite sur le dos tangible de l'économie réelle qui n'a absolument pas besoin des Bourses. Prouvez-le donc que l'économie réelle a "besoin" de ce parasitisme de casino? Bourses qui risquent de détruire toute la Société en hasardant que ce seraient terroristes ou extrêmes gauches qui mettraient en péril la civilisation. Les vrais truands sont démasqués : ils se cachent dans la Finance et des politiciens seraient leurs complices. Lesquels ? Regardez et écoutez et vous saurez.

Ainsi chutions-nous dans un écœurement complet : ces minables veulent démanteler toute protection sociale, briser les dépenses publiques (sauf, est-ce bien cohérent, les énormes subventions à leur égard ?) juste pour utiliser cela pour "jouer" (mot scandaleux) en Bourse. Qui voudraient confier son avenir à de tels losers sans aucune ambition d'envergure ni de projet incluant tout le monde ? Leurs nauséeux propos sur les trop hauts revenus répondant à des compétences chutent, vertigineusement, en ce recadrage, dans leurs piteux et navrants secrets. Voler l'argent public, escamoter les cotisations des salariés, ne pas payer d'impôt. A cet égard, si le bouclier fiscal est si bien pourquoi ne pas l'étendre aux trop pauvres qui supportent beaucoup trop les impôts indirects, par un carnet où tous leurs achats seraient inscrits pour un reversement de tout ce qui dépasserait 50 %? La réalité reste isotrope et si vous ne voulez pas symétriser c'est bien que vous ayez beaucoup à cacher. Tels ces magistrats inconséquents qui n'usent de "l'égalité" que contre les trop pauvres : style, entre CDD et CDI, il n'y aurait pas "respect de la norme d'égalité" donc tout le monde en CDD!!! Omettant d'utiliser ce "respect de la norme d'égalité" envers les trop riches qui semblent bafouer toute loi à tour de bras. Les ennemis de l'état de droit se trouveraient donc carrément chez des magistrats : peu reluisant tout ça.

Bref résumé historique

D'autant plus, qu'un bref résumé historique rend leur position encore plus intenable :
En 1974 l'indemnisation du chômage couvrait 90 % du salaire et la gauche n'était plus au pouvoir depuis si longtemps. Entre 1973 et 1981, le taux de marge des entreprises s'est restreint de 7,8 % et la part du salaire dans la valeur ajoutée (le partage des richesses collectivement produites) était passé de 66 % à 71 % de 1970 à 1980. Le salaire minimum existait vraiment, l'ISF (pour la redistribution nécessaire) aussi – tout cela semblait parfaitement naturel. Le pouvoir d'achat pouvait augmenter ailleurs que dans les chiffres biaisés de l'actuelle INSEE (et les citoyens ne seraient "pas dans le réel" s'ils ont le "sentiment de perte de pouvoir d'achat"), les retraites augmentaient, la couverture sociale s'étendait : un mouvement d'ensemble de la Société où tout le monde montait. Or, dès 1982-1983, magiquement, tour de passe passe toujours sans argument, tout cela devient impossible. La gauche (enfin la prétendue telle) serait pourtant "au pouvoir" (où ça ?). Alors ? Où est l'anomalie : sûrement pas chez les pauvres! Le factuel, c'est que, par rapport à 1974, l'Humanité est encore plus riche. Or, du jour au lendemain presque (fatalité, concurrence mondiale, main invisible (dans le n'importe quoi cette fumisterie métaphysique devrait se voir décerner la médaille de la plus vaste bêtise adorée par les anti-élites des marchés) - tout cela (possible hier inatteignable aujourd'hui) doit être frénétiquement aboli. C'est le frénétique – marque d'irrationnel et de non pensée – qui frappe et laisse deviner que la folie contaminerait les sommets. Désormais "y'aka" abolir la puissance de l'Etat et privatiser tous les services publics…Bulles spéculatives permanentes comme "lieu où se rencontrent l'offre et la demande", puis krachs systémiques de plus en plus dangereux : les marchés n'ont aucun sens des mesures ; impossible de leur confier la moindre responsabilité "globale". Et les insurgés gouvernementaux qui sabordent la République pour "ça" ? Ils ne fonctionnent tous qu'à coups de dénis du réel! En psychiatrie nous pouvons même résumer : ils fonctionnent comme ils ponctionnent!

Le monde ne bouge pas en fait

Devant ce déferlement d'exaltations (il paraît que "tout bouge", tout va "trop vite", tout le monde est "surbooké" et court trop court) nous persistons à rechercher le réel. Tout changer pour que rien de change : on bruisse les mots, on gesticule les concepts, on supprime les raisonnements. Le tout dans un immobilisme glaciaire de la civilisation. Depuis 40 ans, en effet, il n'y a eu strictement aucun changement progressiste au niveau du social et de l'intelligence collective. Rien ne bouge, tout est bloqué : si vous ne sortez pas de ce cadre mental tout reste sans issue. Où est-il alors ce réel ? Là! Il n'a pas changé et rien ne justifie donc ces assauts forcenés contre le meilleur de la Société (sa protection sociale) sinon le poids des secrets à cacher … Le retour des refoulés, le travail du négatif qui émerge en toxicités dangereuses si on ne le laisse pas faire son travail justement, les éruptions et irruptions des non-dits – cela existe bel et bien. Pas le réel, tels que leurs délires le disent. Reprenons le vrai fil.

Le Pib mondial double tous les 15 ans. Au niveau financier (uniquement) la Terre n'a jamais été aussi riche. Où est le problème alors ? Pourquoi tant de misères et de manques "sectorisés" d'argent ? Le seul et central problème est la répartition de ces richesses : il faut souligner que dans les ouvrages d'économie utilisés par les étudiants le mot "répartition" a disparu. Ce qui, pour toute personne ayant de l'esprit pratique, devient pire que scandaleux : seuls les lunatiques capitalistes sont au commande. Danger! Les irresponsables qui prétendent nous gouverner osent que de ne toujours pas répartir les richesses est "la" solution. Il n'y en pas d'autre : la pensée unique existe bien et c'est une condamnation à la prison ou au H.P. que d'être pris en "période de contamination". Etre toujours trop riche résoudrait tout. Vous êtes riche, de ce fait il n'a plus de pauvres: quel sommet d'intelligence! Oser que s'il a un revenu infiniment exagéré ça signe sa "compétence" alors que c'est la seule signature du faussaire : à part palper cet argent, incompétent sur tout le reste. Remboursez tout de suite cet argent que vous nous avez volé!!! La répartition inégale des richesses n'est pas un "acquis". Ces trop riches se cramponnent à ces "rigidités structurelles" qui empêchent tout fonctionnement flexible de la Société. Il faut balayer leurs attitudes "corporatistes" et leurs "égoïsmes sectoriels". "Le problème central c'est la captation des richesses à l'échelle mondiales". Point barre.

Le capitalisme n'a plus rien à promettre encore moins à offrir

En fait, le capitalisme se targuait de supprimer la pauvreté : il l'a franchement augmentée jusqu'à la transformer en misère toute. Ainsi de 800 millions d'êtres humains (oui humains!) ne mangeant pas à leur faim, en 1998, nous sommes passé, une dizaine d'années plus tard, à 1,2 milliard. Plus de garantie de l'emploi, du salaire socialisé, plus de protection sociale, santé, retraite ou chômage, plus d'amélioration garantie du pouvoir d'achat. Il y a un quart de siècle cela vous était garanti, certifié et attesté. Plus aujourd'hui. Ce système ne vous sert plus à rien. Tout en lui est contre vous, contre nous, comme une Société en sablier où une minorité irresponsable vit sur le dos d'une majorité en la prétendant classes moyennes (à 1175 € mensuel, selon l'INSEE, n'est ce pas frénétiquement anti-sociologique ?). La majorité vit, désormais, en dehors de cette Société là : entérinons ce fait en expulsant les soi-disant dirigeants, déjà archi-minoritaires, de toute prise de décision. A leur sujet la question émerge juste comme "devons-nous plutôt les mettre en prisons ou sous tutelle ?".

Santé : le complot de "destruction de toute la protection sociale"

Désormais, quelle facilité que de visiter leur complot de "destruction de toute la protection sociale". Santé : même scénario, le coup franchement hypocrite du "trop" de dépenses et tout faire reposer sur le dos du patient qui paie donc tout 2 fois. Une fois sa CSG carrément volée par les dirigeants, la deuxième fois par le non-remboursement de la Sécu. Une étude

canadienne (la réalité se perçoit mieux lorsque vous accumulez les angles de vue) clarifie que plus de 45 % des avantages "santé, famille" ne parvient qu'aux plus riches. Eh oui, ce sont eux qui ont le moins de besoins et qui "détournent" sans loyauté le maximum de "l'argent de tous". Ainsi, la façon d'établir leur diagnostic n'apprend rien sinon sur le hideux cerveau des soi-disant "élites". Explosions des "dépenses" : nomadisme médical, vous changez trop de médecins – désolé, ce n'est que 0,20 % des dépenses incriminées. Surmédication : ce n'est qu'un développement naturel dû aux progrès techniques et au vieillissement de la population mieux prises en charge (ce n'est donc pas le vieillissement de la population mais le fait que cette population bénéficie de tant de progrès médicaux qui l'amènent à plus d'années de vie). Ce n'est pas là qu'il faut œuvrer et nous ne les voyons gesticuler que là nos incapables majeurs. Diagnostic faux et "solutions" inadaptées, plus le déshonneur intégral des médias semblant bien trop hallucinés pour parvenir à de ces quelques raisonnements, et qui devraient rapidement passer devant la Cour de sûreté de l'état pour basse et haute trahisons.

Les crocs des escrocs

Jamais ne sont cités la part abusive des plus riches dans la "dérive des dépenses" : ces pièces pour équipement médical au coût de 90 € et facturées 1000 €. Bien lâche et flétrissant de ne se focaliser que sur le "plus petit commun dénominateur" (le plus pauvre). Aucune logique ne peut intégrer (sans effraction) que une retraite de 12 millions a moins d'impact pour un système collectif que celle à 600 €, qu'un médicament à 12 € détient plus de coût qu'une surfacturation de 910 €. Les "solutions" font donc carrément partie du problème. Les médias effondrés ne montrent jamais que santé et famille sont financées uniquement par la CSG dont une importante partie va chez les patrons au lieu des caisses de la Sécu. Le système de santé n'est donc pas trop "coûteux" ce sont les possédants qui "coûtent" infiniment trop cher à la Société entière. Pour la Société, ils représentent d'ailleurs le plus grave danger, prêts qu'ils se montrent à tout détruire juste pour voler un peu plus d'argent Public (c'est ça privatiser les bénéfices : de 1975 à 2008, 15 % des "avoirs publics" sont passés aux mains du privé – les politiques ayant participé à ce braquage doivent être "traduits" (en français courant) pour trahison). Essayez-le "responsables, aussi, sur vos biens personnels" (comme le TPG!) et vous verrez, à la seconde, les flots de "dérives des dépenses" nettement diminuer. Les pauvres n'y étaient pratiquement pour rien. Vous avez des armes pour rendre "visibles" ces analyses, utilisez les!

Le scandale d'ajouter à votre CSG (dont une partie est volée par le système financier!) une assurance privée, voire mutuelle, fait supporter au seul malade toutes les dépenses supplémentaires, majoritairement dues au poids excessif des trop riches sur les dépenses "publiques". Et, encore cette désolante médiocrité de cœurs de ces anti-élites prêtes à toutes les bassesses pour "leur" (sic) argent vraiment sale. Soit le but : monopoliser les coûts afin que, tous les ans, la plus value collective (le supplément du PIB) soit illégalement dévalisée par ces possédés (nommés, aussi, possédants). Une étude de l'OMS a, significativement, montré que "plus c'est privé plus c'est inégalitaire". Donc rien du réel n'est de leur côté…

Chômage : il n'y a jamais réellement eu de lutte contre le chômage !!!

Passons illico au chômage afin de poursuivre ce périple du toujours plus répugnant. Vous retrouvez le même scénario : une accusation, et non un diagnostic, particulièrement mensongère et qui se veut très vénéneuse – pour "méduser" les regards. Ici le "coût du travail". Or, si vous alignez côte à côte un SMIC et un revenu entier (ou global) qui "coûte" 22 000 SMICs, facile de percevoir qui "pèse" le plus dans le "coût du travail". A l'image de la retraite où les retraites chapeaux dévalisent au maximum le système, puisque abondées par une "caisse de l'entreprise" et donc à "inclure obligatoirement dans le coût du travail" – où il

est fait croire que vous n'avez "droit à rien". A l'image encore de la santé où les "dérives des dépenses" évitent, peu scrupuleusement, les vrais augmentateurs des dépenses globales, soit les trop riches. Et où le patient est dévalisé 2 fois (son CSG et son assurance ou mutuelle au "coût" franchement exorbitant) tout en recevant en pleine poire qu'il "dépense" trop lorsqu'il ne "perçoit" pas assez. A ces 2 images, nous avons le désolant "coût du travail" qui "ignore" que les revenus injustifiés des dirigeants (doublement injustifiés, puisque, moralement, si vous êtes supérieur vous le prouvez en laissant, au moins, aux autres le fric, et, pratiquement, si votre compétence augmente tant la pauvreté et détruit tant le système elle n'en peut être une!) et le poids non raisonnable des actionnaires fanatisés. Sans œuvrer contre le vampirisme anormal de ces 2 composants vous ne pouvez, universitairement, poser sur le seul salarié le "coût de son travail". Puisque nous aboutissons aux dangereuses "dérives des délires" (ou à "l'explosion des dépenses délirées" ?) où le travail même à 100 € " par mois coûterait trop cher mais où leurs 26,4 millions de total revenu (salaires, gains du patrimoine, détournements de la plus value collective) ne "coûteraient" rien. Aucune mathématique ne peut raisonner de tels maniaques.

Honte sur les réformes

Leurs solutions? Alors que le contrat de travail garantissait contre le salaire à la tâche ou l'embauche à la journée – il s'avère qu'il faut détruite tout cela. Aucun fait, la richesse collective tendant à toujours augmenter, ne justifie de tels procédés de bourreaux. Leurs obsessions maniaques appellent tout de même aux soins non ? L'état de droit c'est la garantie de la loi. La garantie de la loi c'est la hiérarchie législative. Au sommet, c'est la Constitution et le travail reste "un droit constitutionnel", où la République vous doit dédommagement et sans discuter si elle ne peut vous assurer une activité. Toutes les atteintes au contrat de travail puent donc l'illégalité. D'autant plus, que ces arnaqueurs structurels nous cachent tout. Les compensations aux 35 heures leur rapportent 18 milliards d'euros par an. Et ils "font semblant" de "déplorer" ces si jûteuses 35 heures. Les exonérations diverses, tant fiscales que juridiques, introduisent une liste si longue que n'importe qui demeure suffoqué de les entendre se plaindre. Comme ce fonds de péréquation de la TVA (ils récupèrent la TVA nous pas). La destination quasi exclusive des subventions vers ceux pour qui le coût du travail serait si fort. L'usage plus massif des infrastructures collectives par ces mêmes maniaques : les réseaux de transports routiers, ferroviaires ou aériens sont plus usés par eux, leurs "coûts d'exploitation et d'entretien," eux soutenus par tous. Electricité, eau, chauffage leur sont plus déduits qu'aux ménages. Communications et cultures leur sont plus vouées qu'à qui paient ses impôts locaux pour n'aller que 0,20 fois par an au musée. Le coût de "leur travail" s'avère énorme pour la Société. Combien coûte un riche à la Société ? 1000, 100 000 ou 1 million de fois plus qu'un pauvre ? Et une entreprise son "coût" pour tous ? 1000, 100 000 ou 1 million de fois plus qu'elle ne restitue ?

Rien ne justifie la régression barbare du chômage

Recadré dans la nécessité collective rien ne justifie la régression barbare du chômage. Tout comme rien ne justifie les atteintes illégales au travail existant. Le chômage (inséré dans son NAIRU) se montre comme le chantage d'une cruauté inouïe contre le salaire socialisé. Qui ne représente pourtant pas grand chose au niveau des richesses collectives. Mais qui, pour ces furieux maniaques, ayant perdus tout sens des mesures, constitue un obstacle devant leur bestialité matérielle. C'est quoi le but? Embaucher quand ils veulent (n'importe quelle heure) comme ils veulent (1 heure par-çi 1 par là) et pour le montant qu'ils décident. Or l'état de droit c'est la convention collective (durée du travail, quand vous commencez, quand vous finissez, le nombre minimum d'heures d'affilée journalière, le salaire minimum) . Le mot "collectif" (très raisonnable et très noble) doit disparaître. C'est un anti-progrès : et la crapuleuse "loi de modernisation sociale" (pour une régression barbare antisociale) de 2006 qui ose que l'accord d'entreprise peut primer sur la loi. Ce qui, devant la hiérarchie du droit, est clairement illégal.

Le complot (puisque indéniablement les dirigeants financiers, culturels, politiques, médiatiques – scientifiques ou économiques ? - se sont clairement mis à converger vers l'escroquerie pitoyable de dévaliser tout ce qui est Public) se dénude comme remplacer le contrat social en contrat individuel. D'abord, en détruisant la garantie de la loi, en faisant "oublier" que le travail reste un droit inaliénable. Puis, en déshabituant de l'idée du salaire garanti pour un salaire arbitraire ne reposant sur rien que le caprice du barbare incivilisable. Les médias, évidemment, sont les "collabos" de cette "occupation" illégitime. Ils osent la lutte des classes n'existe plus, la fin de l'Histoire, blabla : mais ils désirent limpidement retrouver le face à face patronat-salarié (donc la plus provocante des luttes des classes) afin de chuter dans la plus nette inhumanité d'imposer ces flexibilités, qu'aucun débat collectif ne pourrait endurer. La perte de dignité de ces soi-disant "élites" devient abyssale! Les présidents des USA prétendent à l'insurpassibilité de la culture (sic) du profit, cette brutale anti-culture affichée. Le profit ce sont les profiteurs. Les profiteurs ce sont bien ces parasites qui "profitent des autres" ? un terme très disqualificateur ? ces piques assiettes usurpateurs qui trahissent les règles de la civilisation par gloutonnerie ? Bref des êtres indignes de diriger!!!

Avant-dernière étape, celle où nous allons toujours mieux apercevoir que le capitalisme n'a pas du tout l'intelligence, qui lui est faussement attribué : tout s'y montre mesquin, sans honneur. Ses calculs se révèlent consternants, minables : strictement aucune envergure collective. Ce sont eux les casseurs, les émeutiers, les barricadiers, les fauteurs de troubles à l'ordre public. Ne détruisent-ils pas la Société juste pour l'injustifiable argent ?

Services publics : pourquoi les privatisations se présentent souvent comme des délits ?

Ces émeutiers se foutent, aussi, à détruire les services publics. Tout ce qui reste encore d'honorable et d'adulte dans cette civilisation démoli par ses dirigeants mêmes. Toujours l'identique schéma monotone sans aucun discernement Un déficit est créé de toutes pièces. Des dysfonctionnements sont pointés. Et, après ce constat sommaire, est décrété (sans aucun débat de fond) qu'il faut tout privatiser. Ce qui en République, une et indivisible, la res-Publica , semble une substantielle trahison, conduisant à la seule "Reprivée".

Le service public demeure le centre de toute Société se vouant à l'inclusion la plus grande, satisfaisant les besoins fondamentaux de tous les individus, dans la continuité et l'accessibilité d'une égalité de traitement. Péréquation tarifaire, obligation de fourniture et qualité des prestations font du service public le meilleur outil de redistribution sociale. Y toucher vous démasque comme insurgés refusant touts intérêts supérieur (tout privé ne semblant jamais sortir des intérêts inférieurs) ou général. Que ces émeutiers se recrutent massivement chez des gouvernants et dirigeants, se disant "élites" ne fait pas dévier la fermeté du constat. Pour la République ce sont juste des cancres là!

Discrédit complet du privé

Puisque nous avons goûté au privé. Dès 1989, au Royaume uni, par exemple : en 5 ans, le bilan fut tonitruant : les bénéfices multipliés par 3 et les salaires des dirigeants multipliés par 4. Pour le regard abruti du financier cela semble positif : ce qui signe bien son incompétence. Car à quel prix ? Tous les prix, justement, explosèrent : le privé c'est ce qui augmente toujours plus les prix. A l'exemple de ces compagnies pétrolières qui ne répercutent que les hausses du prix des carburants, jamais les baisses. 28 % en plus dès la première année pour l'eau, illégitimement privatisée puisque c'est "un bien public", un "patrimoine commun" de l'Humanité. Même la Cour des Comptes souligne que "les hausses de prix sont à mettre en relation avec les privatisations". Où est l'avantage pour le "client" ? Puisque tout ce qui représente les avantages du service public s'y trouve saboté : baisse de la qualité des services,

plus de péréquation tarifaire, abandon de la continuité des prestations et baisse de la sécurité, plus de recherche et développement, minimum d'investissements. A telle enseigne, que le ministre britannique des transports souligna, à l'époque, "que c'était une honte nationale" que la dégradation du patrimoine des chemins de fer par les voyous "privatisés". Alors pourquoi la privatisation lorsque qu'elle chute dans l'obscénité irrécusable que les impôts collectifs doivent réparer les dégâts commis par ces irresponsables ? Il n'y a que des krachs privés jamais de krachs publics (si un état se déclarait en faillite ce serait uniquement par le pillage des impôts par les compulsifs du privé). Le privé ne sera jamais indépendant par rapport au public : il vivra toujours à ses crochets dans cette effondrement de "la collectivisation des pertes". Alors pourquoi la privatisation-qui-ne-veut-pas-apprendre-ses-leçons, puisque à part les dirigeants illégitimement surpayés et les actionnaires passifs, tout le monde est perdant ? Assez d'études amplifient ce constat.

Seul émerge le service public

Le service public demeure le seul à faire des investissements que le privé ne fait pas : c'est dans sa nature cette myopie sur ses seuls profits, le plus rapidement possible sans s'occuper des conséquences systémiques. Cette incapacité structurelle à l'autonomie dessine un comportement d'enfant inconscient et je m'en foutiste, qu'un adulte doit englober. Et rectifier pour supprimer les désastres systémiques. Dans ce contexte, les actionnaires sont pour l'affaiblissement maxima de l'état. Les médias plus qu'irresponsables, si prompts à hurler contre des anarchistes, semblent inaptes à déceler les vrais anarchistes, lorsqu'il y en a. Ces actionnaires qui actionnent les dérives du privé (sans contre-pouvoirs) ne peuvent que détruire, tendanciellement, complètement, tout état. Si ce n'est de l'anarchie c'est quoi ? Il s'agit de contre-balancer tous les graves délires du privé. Galbraith, prix Nobel d'économie, l'avait fait, décrivant le règne de "la libre entreprise et de la concurrence" comme le refus de toute concurrence, les multinationales imposant leurs prix et refusant toutes "régulations" autres. Ce qui introduit que les prix émergés du service public demeurent plus rationnels et raisonnables que ceux "imposés" par le privé. Galbraith poursuivit, en démontrant que le privé reste plus "bureaucratisé" que le public, que son taux de rendement y demeure inférieur : quoi de plus compréhensible avec les lourds handicaps des revenus exagérés de leurs dirigeants, qu'il s'agit de compenser. L'illustration du système d'assurances états-unien (cette capitalisation pitoyable qu'on nous propose de troquer à la place de la répartition!), tellement segmenté "que personne n'y comprend rien" survient dans le non-débat "la France n'a plus de politique industrielle". Que croyez-vous que les insurgés contre tout débat public (privatisation des débats) pondent? "Une partie de l'argent public doit aller aux entreprises" : comme cela, texto, et sans garanties, sans engagements, sans contrats ni contrôles – bref, sans le "retour sur investissement" qu'ils préconisent tant. Faudrait savoir! La puérilité permanente de leurs propositions augmente, sans cesse, les doutes sur leur réel sens des affaires (collectives) aussi!

Puisque demeurent largement occultées toutes ces "victoires de la musique des services publics". Avant son inutile privatisation, EDF-GDF n'a jamais perçu un seul centime de l'argent public pendant 22 ans. Et même versa-t-il, à l'Etat entre 300 millions et 1,3 milliard de francs tous les ans. Oui les services publics sont bon marché et génèrent des gains partageables. Oui les services publics rapportent plutôt à toute la collectivité, à presque tout le monde. Les privatisations ne bénéficient qu'aux seuls marginaux capitalistes et leurs actionnaires – bref, une infime minorité. Sans grandeur ni panache.

Qui ne sait plus rien du réel ?

L'unité des contre-feux à opposer aux émeutiers au pouvoir provient de l'irrationalité des diagnostics : les retraités à 1000 € par mois "explosent" les coûts, les malades "font dériver les dépenses", le chômeur est "dépensier" et la privatisation va "baisser les prix du service public grâce à la concurrence". A chaque fois, les dérapages hors toutes les raisons, l'absence

complète de raisonnements structurés, le fanatisme idéologique comme unique argument, masquent l'inversion de tout bon sens. Ce sont les trop riches qui pèsent bien trop dans toutes les "nouvelles dépenses". Si vous vous attribuez, mensuellement 100 ans de SMIC, c'est vous qui dérapez de partout, vous vous avérez extrêmement dépensier (sur le dos du plus grand nombre) et personne d'autre. Si, en plus, vous sombrez dans l'indignité de ne pas participer à la Société tout en lui pompant le maximum : telles ces "villes privées" créées pour ne pas "payer les impôts locaux" – en obligeant toutes les recettes publiques à ne plus penser qu'à vous (d'où réduire les "dépenses" publiques, pas pour "réduire l'assistanat" mais bien pour ne le cibler que sur vous!) vous dévoilez votre esprit infiniment petit, racorni, rabougri, mesquin, étroit et limité. Puisqu'il reste à la portée de n'importe qui de faire du profit "toujours au détriment des autres", mais à la portée de beaucoup moins d'êtres humains de ne pas faire de "profits" de cette sorte afin de répartir plus équitablement les richesses. Toutes collectives.

Guère étonnant de ne buter que sur l'indigence de leurs maigres et sommaires "solutions" (toutes les réformes sont du pipeau!) ainsi que leur inadéquation crissante face aux problèmes. Tous les jours nous percevons mieux qu'ils reconnaissent de moins en moins la réalité et qu'ils sont même en train de perdre la faculté de penser. Une fois pour toute - penser c'est avoir un espace intérieur, une profondeur psychique, où vous exercez vos sens des mesures. Savoir peser les arguments, savoir les comparer, tout en conservant un espace vacant pour accueillir et faire résonner le nouveau, l'inattendu ou le non formaté – vous dote d'expériences que vous pouvez transmettre. Apprendre à estimer, jauger et juger (dans le sens de tirer "au jugé" non de condamner!), évaluer (vous emplir de valeurs et valences), apprécier (vous submerger de précieux), coter, arbitrer, régler, résoudre ou trancher (discriminer ce n'est pas que rejeter stupidement, c'est, aussi, ce scalpel du réel qui permet à la parole ou l'écriture d'exister, de jaillir par la fente). Vous exercez, ainsi, vos sens des mesures, parvenant à cette pondération et modération comme science des équilibres. Vous devenez cet éléphant qui danse dans un magasin de porcelaines sans rien casser. Ou ce délecté lecteur, sommet de l'homo sapiens sapiens, le goût comme excellent critère de la sagesse. Tout savoir n'a-t-il pas une saveur ? Comme toute transe sait danser entre les équilibres, ces équidistantes et égalisantes libertés (équi-libre) : ex-statique! La porte de tous les savoirs !

Exercice pratique

En exercice pratique cela ouvre : un jour de spéculation sur les devises (spéculer est l'acte antisocial par excellence!) c'est le montant en réserves d'or et de devises des principales banques centrales, soit 1500 milliards de dollars. A part que 1500 milliards de dollars c'est tous les jours. Et que ces réserves ne se réalimentent pas journellement. Ou le total de la spéculation (devises, matières premières, aliments) c'est 2 fois le budget annuel de la France. Tous les jours 2 fois ce budget annuel. Budget annuel qui doit tout gérer pendant que ces "acéphales" (incapables de toute pensée collective, telles les conséquences de leurs actes) ont, entre leurs mains plus qu'inexpertes, la plus dangereuse arme de destruction massive. N'ont aucun projet autre que la puérilité, la superficialité, la futilité. Sensibles au seul niveau le plus bas du réel : les mouvements browniens, les traces électroniques et l'imitation aveugle et sourde des autres comme unique pensée (ils font ça, je fais pareil!). Perte en acte de toute profondeur psychique : de telles personnes représentent l'échec le plus retentissant de la civilisation. Qui a bien pu avoir la lubie (ou la perversion ?) de leur "abandonner" le destin du monde ? S'il y a bien des êtres incompétents et inadéquats pour mener à bien cette tâche ce sont bien eux. Un œil sur le fonctionnement réel ? Combien de fois les banques centrales ne "donnent"-elles pas aux Bourses des centaines de milliards d'euros et de dollars ? Les Bourses semblent donc entièrement subventionnées par le détournement des impôts collectifs et sans que notre avis ne soit demandé. Le boursier est donc un fonctionnaire exagérément payé.

Railler le fonctionnaire

La tradition, bien orchestrée et bien suicidaire, est de railler le fonctionnaire des services publics. Ici, nous voyons un fonctionnaire extrêmement toxique, louangé par tous les médias. La différence ? Lorsque France Télécoms était un service public vous receviez souvent la réponse adaptée à vos demandes. Dorénavant, vous obtenez des vacarmes qui ne vous écoutent plus et veulent, absolument, vous fourguer n'importe quel produit, adapté ou non à vos besoins. France Télécoms privatisée ne sait plus assurer le moindre service : vous leur demandez pour la live box, le mail ou le téléphone, ils répondent – à côté de la plaque – tel produit ou tel autre, qui ne vous intéressent pas du tout. Ils ne savent qu'insister plus répondre aux attentes : en plus, vous aurez un questionnaire (Galbraith a bien raison : c'est le privé le plus bureaucratisé) auquel vous ne pouvez répondre, ce serait non et négatif partout. Vous ne voulez pas gaver le taux de suicides puisque vous devinez que c'est la frange dirigeante qui a pété les plombs et ignore totalement ce que pouvait bien être un service public. Laisser de tels "ignorants" diriger n'est-ce pas hurlant d'irresponsabilité ? Les Bourses c'est un tel "fonctionnariat" du privé, subventionné en cachette, et l'écrasée majorité n'en veut absolument plus. "Nos" anti-dirigeants agissent, ainsi, sans cesse, contre l'avis du plus grand nombre. Il faut savoir que, pour ce qui reste des services publics, le maillage du privé devient incohérent. Ainsi, tant et tant d'études et d'audits se découvrent, entièrement, réalisées par le privé. Avec un coût nettement plus élevé (le privé coûte si cher à la Société) et une efficacité moindre. Des études parallèles du Public (gratuites sauf en personnel), ont montré leur nette supériorité. La débâcle 2008 a convaincu le monde entier de la non fiabilité et du manque de sérieux du privé. Est apparu aux yeux de tous le danger de son obsession maladive pour "son" profit (comme si un tel impact – atomique - ne devait pas être, entièrement, contextualisé dans la globalité et la pensée holistique ?). Le langage dominant tartine "réformer le capitalisme" : pratiquement comment ? En mettant la puérile "culture de résultat" du privé dans tous les services publics : les cadres ne disent plus "citoyens ou administrés" mais "clients", c'est dire si l'irresponsable gangrène du privé n'attaque pas tout ce qui demeure sain dans le service public. La "culture de résultat" (tout comme les Bourses, ces enfants non autonomes subventionnées sans cesse par les banques centrales) appartient à une pensée infantile qui ne peut que se lover dans un ventre maternel plus englobant et plus protecteur. Son hypocrisie intériorisée se dit qu'il peut faire n'importe quelle connerie, l'adulte viendra tout réparer et excuser. L'état du monde actuel en est à ce point : les émeutiers au pouvoir, ces dangereux nihilistes que nous devons empêcher de nuire de toute urgence, sont donc ces enfants turbulents et suintants de mauvaise volonté. Mais qui sont ces adultes qui réparent tout ?

D'immenses inconnus. Les médias auront donc été l'ère d'anti-communication, d'anti-information et d'anti-savoir : vivement que nous passions à autre chose, non ? Alors où trouvons-nous ces immenses inconnus? Sûrement pas dans les médias, cette nasse d'incompétences. Les maisons d'édition évitent soigneusement de publier les vrais écrivains, les esprits collectifs : pas non plus dans la culture "privatisée", ce cul de sac de "l'ignorance". Alors ? Comme au 19 ème siècle, pour survivre, vous en trouviez dans les services publics et circuits de diffusions parallèles, etc. Aujourd'hui, dans les économies solidaires, bénévolats divers même hors associations – inutile de chercher dans les médias, ils ne savent plus rien du réel, aucune info fiable chez eux : l'issue humoristique devient que vous deviez tout chercher et découvrir par vous-même, tout reparcourir et remettre en relation. Où sont-ils ? aussi, plus massivement, dans n'importe quel secteur de la Société comme un "entrisme" de "l'inconscient collectif". Comme une garantie au non massacre idéologique. Et autres pistes à compléter en poursuivant la compréhension vers la conclusion de ce texte.

Capitalisme acéphale

En face, l'intelligence indestructible du capitalisme ne serait plus défendue que par les acéphales des circuits financiers et de la Bourse ? Acéphales, sans tête, mais, aussi, sans chef ! L'acéphale ou l'ex-civilisé, la déconvenue complète qui rechute dans la bestialité. Et les

médias fous qui nous tartinent ces échecs ambulants comme le sommet de la réussite. Franchement, golden boy ou trader ce ne peut être "ça" réussir sa vie, ou devenir plus intelligent, ou réaliser sa personne, ou servir les autres…

Puisque (dernière étape dans ce constat de l'effondrement moral et intellectuel des non "élites" du profit!) nous accédons aux luttes contre les délinquances.

Nous surprendrons ces individus, dans leur arrogance aveuglée, oser juger et condamner sans jamais s'inclure dans l'aire des jugements et condamnations. Et comment cela leur revient en boomerang

Lutter contre la délinquance par une délinquance bien plus grande

Dernier volet de la tentative de destruction de la civilisation par la si régressive barbarie capitaliste : le traitement de la délinquance. Nous nous trouvons au centre de leur déchéance. Ils nous prouvent qu'ils ont perdu tout jugement, que le mot "Justice" est devenu dénué de tout sens pour eux : s'étant séparé de toute empathie ou sympathie, ils se sont auto-exclus de toute possibilité de compréhension des autres. Nous pas : voyons leurs exactes exactions en ces domaines.

Leur lutte contre la délinquance touche au sommaire : le seul coupable de tout est le pauvre. Aussi – sommet des absurdités – seule la très petite et très moyenne délinquances sont pourchassées. Et il faut voir comme ! Cela s'analyse comme une escroquerie télévisée : tant d'injustices et de refus compulsifs de toucher à la grande délinquance, juste pour que de passifs zombies soient repus de ces sordides mensonges…Ainsi le chiffre remplace le réel : et il est si facile de faire du chiffre. Suffit de s'installer telle heure tel endroit. Suffit d'aboutir à cette part exagérée des drogues douces dans les tribunaux, encombrés par cette non-délinquance. Les résultats s'amoncellent désastreux : ces gribouillages de Gribouille augmentent la criminalité au lieu de la diminuer. Le tout-incarcération c'est, pour les petits délits, 65 % de récidive (11 % seulement pour les sursis). L'incohérence se révèle dans augmenter le "volume" des petite et moyenne délinquances qui ne représentent que 10 % "en valeur" de l'ensemble de toute la délinquance. D'où, vous arrêtez 10 dealers, comme une demande perdure, 10 autres prennent leur place : vous venez de multiplier cette délinquance en prétendant la diminuer. Est-ce sérieux ? 90 % de la grande et très grande délinquances "en valeur" n'étant jamais inquiétées. Est-ce sérieux ? 10 % de la vraie délinquance est seule traitée. Comment ? Par effet d'annonces : et toujours pour des mesures inapplicables et qui restent donc inappliquées. Tels ces obstructions des halls d'immeubles - essayez de le prouver.

Pendant ce temps vous avez les décès par accident du travail, par manque de sécurité au labeur, qui excèdent le nombre de décès par homicides. En 2000 c'était 193 142. Or jamais un ministre ne se fend d'un communiqué pour ce grave problème d'insécurité. Pour les télés c'est 0,02 % des sujets traités, soit 600 fois moins que les reportages sur la fausse insécurité (montée de toutes pièces par les délictueux dirigeants). Or, pour ces ouvriers, l'insécurité réside dans ces accidents du travail. Pas dans les fictions médiatiques. Plus que 1250 inspecteurs du travail pour 1,2 million d'entreprises et 14 millions de salariés. Avec, tout de même, 1 million d'infractions par an (pas très réglos ces donneurs de leçons!) et seulement 3 % de mises en demeure. La délinquance (hors médias) est très rarement poursuivie.

Puisque le fonds de la déchéance de ces "élites" résident là : de 1992 à nos jours, tous leurs efforts ont convergé dans la dépénalisation des délits et crimes économiques . Ils ne sont plus traités au pénal, seulement à l'administratif. Ainsi, ce qui constitue l'essentiel de toute la délinquance se voit complètement euphémisé : les "crimes économiques" extrêmement graves, puisqu'ils coûtent une fortune à la collectivité, ne sont même pas effleurés. La délinquance d'entreprise c'est 100 milliards d'euros de fraudes fiscales et douanières , plus 17

milliards de fraudes aux cotisations sociales (ça en fait des "trous" de la Sécu qui seraient bouchés!).Et autres. Etc. Quel manque d'esprit pratique!!! La "délinquance d'hypocrisie" pointe son nez.

Pendant que les "faux" délinquants (petite et moyenne) subissent le schéma connu des casseurs insurgés de la protection sociale : ils financent le système à eux seuls! C'est le 1,3 milliard pour les 13 000 nouvelles places en prison, c'est Sodexho qui palpe beaucoup pour les cantines, c'est Valéo qui sous-paie le travail des prisonniers, c'est 90 millions d'euros pour les flashballs et les bracelets électroniques. Etc. Le marché de la délinquance semble monopolisé par des esprits encore plus délinquants (même si glorifiés par les médias fous) puisque si vous vous permettez de mettre des êtres en prison, il semble que vous devriez, au moins, respecter la loi. La "fausse insécurité" (ignominieusement "construite" pour les médias) a, déjà, rapporté au moins 100 000 € pour chacune des 400 communes équipées, avant 2006, par sa peu utile vidéo surveillance. Puisque la très grande délinquance des "élites" n'est pas incluse dans le "tout société écran". La fiction rapporte donc…puisque tous les grands reportages, à ce jour, sont bien reportés !!!

Pourquoi les extrêmes gauches valorisent tant le capitalisme ?

Vous pouvez vérifier notre Société perdre, à toute vitesse, nombres d'irremplaçables compétences. Pour les troquer contre la médiocrité la plus générale. Ainsi, plus de place pour le grand reporter, passant plusieurs mois d'enquêtes sur un sujet et l'élucidant pour le plus grand bien de tous. Des documents font remonter cette perte douloureuse autour de 1995. Dommages collatéraux exponentiels : ainsi combien ont pu s'apercevoir de ceci. Ne semble-t-il pas, en effet, que ce soient les extrêmes gauches qui croient, encore, le plus à l'intelligence indestructible du capitalisme ? Parcourez leur littérature et leurs tracts, écoutez les parler – c'est le "faut désespérer Billancourt" qui trône. Le capitalisme y est présenté, sans interruption, comme un système éternel, absolument omniscient, ayant tous les dons de divinations, sommet de toutes les sciences et de tous les savoirs, à la pointe de toutes les technologies, oeuvrant sans cesse dans le machiavélisme le plus étendu, stratégies indéfectibles, ayant "récupéré" toutes les élites intellectuelles et artistiques, brisant aisément toutes les luttes, voguant royalement au-dessus de tout. Bon, versus invincibilité!!! Mais (là étrange sournoiserie ?) toutes les "solutions", pour ramener cette bouffissure à sa juste taille, sont sauvagement piétinées. Comme s'il y avait erreur de cible : autant d'acrimonie serait mieux placée à dévisser l'inhumaine barbarie capitaliste!!! Comme s'il fallait, absolument, disqualifier, sans aucun examen, toutes les solutions alternatives à ce système piteux! Ainsi, montrer et illustrer le sordide permanent de leur politique, souligner le manque de pensée et vision collectives, marquer l'absence d'envergure de ces esprits, identiquement, petits, mesquins, sans générosité ni charisme, démontrer les résultats régressifs, minables, barbares, glauques, les dessiner comme de puérils inconscients fuyant frénétiquement toute responsabilité, toute imputabilité juridique – semble façon bien plus efficace, que touts autres, pour abolir ce système d'irresponsabilité généralisée. Versus aucun sérieux dans le capitalisme. Il faudrait donc plutôt quitter toutes les attitudes valorisantes qui vous offrent d'avoir toujours raison si vous vous affublez de tels symboles, vous accoutrez de telles fringues ou semez votre discours de formules toutes faites qui, trop souvent, ne servent à rien sinon à empêcher de penser. Il faut donc quitter toutes les rodomontades verbales, puisque les conformismes de gauches et d'extrêmes gauches participent bien à l'incompréhensible survie du capitalisme. Les conformismes de gauches et extrêmes gauches font, de plus, extrêmement souffrir les gens que vous croisez et vos entourages. Pourquoi vous entêter dans ces comportements de bourreaux ? Pourquoi devenez-vous, trop souvent, nos et vos ennemis ?

N'est-ce pas que vous vous seriez toujours trompé d'admirations ? N'est-ce pas que vous attendez encore l'autorisation du centralisme culturel et affectif pour trouver que la personne qui se trouve juste à côté de vous raisonne bien et progresse mieux que vous ? Ce pourquoi vous ne relayez quasiment jamais le meilleur de vos voisins et que la télé demeure le membre le plus important de vos familles? Que vous voyez partout les voitures conduire les gens, les supermarchés acheter les individus, et les centralismes vous voler vos cœurs ?

N'est-ce pas comme du contre-emploi ? En creux, les extrêmes gauches actuelles (du moins, leurs franges directionnelles, celles que les médias "autorisent" à passer – ce qui devrait lever les oreilles de la vigilance) paraissent comme les plus efficaces propagandistes du capitalisme. Sa survalorisation y tourne à plein régime. Trouvez un seul document de ces extrêmes gauches (hors underground) qui ne grossisse pas, outrageusement, l'invulnérabilité du capitalisme et nous vous offrirons des prunes carrées. Comme s'il y avait division du travail de l'ensemble des dirigeants et que, dans ce cadre, les extrêmes gauches servaient à décourager et démoraliser, à semer systématiquement le doute sur toute nouveauté, toutes analyses et synthèses innovantes, et, surtout, sur toute puissance unificatrice. Une gauche émiettée, éparpillée, dispersée, dans ces si inutiles minuscules composantes actuelles ne sert qu'un maître le capitalisme. Car, de toutes les méthodes de luttes (celles relayées par les médias uniquement!), jaillit un hurlement : mais ça de sert plus à rien de lutter ; tout est voué à l'échec! Or, n'est-ce pas cet unanimisme démobilisateur qui semble puruler de partout ? Tout le monde serait "pour" le capitalisme : or, de très superficiellement circuler, vous montre que l'écrasée majorité s'annonce franchement "contre". Où se situe l'anomalie ? Un front déferlant d'irrésistibilité et d'irréfutabilité du capitalisme, à la fois insurmontable et incontournable, empêche de percevoir à quel point il demeure accessible de se passer de ce système. En effet, il ne montre aucun profond enracinement dans le réel mais bien plutôt la trame d'une mentalité : la mentalité change, les écailles sur les yeux tombent et ce système s'évapore sans catastrophe naturelle, attendu que ce n'était qu'un parasitisme irréaliste.

Le principal "échec" de ces extrêmes gauches se montre donc ainsi : un discours extérieur qui semble épouser de vraies luttes mais un fonctionnement intérieur (autant dans chaque composante de la gauche que dans la mentalité de ses leaders) clairement de droite. Soit, partout de l'inertie, de l'abandon, de la stagnation, de la paralysie et de l'immobilisme : tout ce qui est rassembleur, unitaire, réunificateur se montre le plus caché, masqué, camouflé, escamoté. C'est donc le centre même des peurs des dirigeants! Dit autrement, comme pour l'offre commerciale qui se déguise en diversité alors qu'il ne reste plus que peu de choix réels, l'offre politique se déguise de discours divergents mais, réellement, (au niveau des franges dirigeantes évidemment) a clairement rétréci ses choix sur la droite. La vraie gauche n'existe plus qu'à la base : pareil pour les extrêmes gauches qui se sont évaporées au niveau de leurs leaders. Le pot aux roses se clarifie dans l'insistance démotivante qui trône dans leur "pensée" : tout ce qui peut aider à l'émancipation collective est bienvenue. Pas pour eux : les analyses doivent stagner dans le théorique déshumanisé incapable de la moindre pratique, dans des généralités abstraites où aucune action ne peut s'articuler. Une définition peut sembler résumer ces faits : *la gauche c'est le centre actuel du maximum de censures* (la droite c'est engloutir dans un flot de marchandises afin qu'il ne soit plus possible de trier l'essentiel du frivole). Sabotages ? Tout est réversible, révocable, modifiable (c'est même le sens de subvertir!). L'alibi de méfiance ne fonctionne pas : la vraie pensée de gauche a, déjà, triomphé puisque, strictement, aucun grand esprit ne soutient réellement le capitalisme. Le seul dysfonctionnement surgit comme : au lieu de s'unifier et converger, ils s'émiettent et se dispersent. D'où ce n'est pas de manque théorique dont souffre la vraie gauche mais de manque de circulation des affects, de ce qui sait s'émouvoir pour tout mouvoir, de ces sentiments qui permettent la mutations d'une théorie en pratique. C'est d'esprit pratique et de sens du collectif que s'est privée la gauche ; ses dirigeant-e-s se montrant comme ceux qui en

sont le plus dépourvu-e-s. Une des méthodes les plus percutantes pour inverser ce manque demeure comme de voir la Société telle qu'elle est.

Notre périple nous a centré sur un constat d'effroyable médiocrité. Vie intellectuelle déplorable, débats bâclés, déficit global de conversations, perte de rigueur scientifique dans les non-choix de société, chute d'exigences morales, affectives et spirituelle…etc : un ensemble d'effondrements qui peuvent prendre sens à l'aide de deux petits exemples. Julia Kristeva, dan son travail de psychanalyse a relevé ceci. "La destruction de l'espace psychique est un des dangers à venir, qui met en jeu des questions d'éducation, de culture et de politique. Une des conséquences est la difficulté à lire, à écrire, deux aptitudes très dépendantes de l'espace psychique (…) Je vous surprendrais peut-être, mais j'ai sur le divan des personnes qui qui travaillent dans les médias, maison d'édition, chaînes de télévision, et qui me disent qu'elles ne peuvent plus lire ; elles commencent, deux minutes, une page, et elles ne savent pas ce qu'elles ont lu, parce que l'espace psychique ne s'y recueillent plus, il n'est pas assez serein et solide pour assimiler tout cela et le restituer" (p. 209, Le livre des savoirs, conversations avec…de Constantin Von Barloewen). Ces personnes qui peuvent être très arrogantes se dévoilent en pleine régression vers le handicap, ou, du moins, l'amoindrissement de leurs facultés intellectuelles. Le hiatus est qu'elles travaillent dans la culture où elles osent censurer des millionnaires de "l'espace psychique". Il s se permettent de priver la collectivité de ces esprits "en technicités de pointe". Et de poursuivre : "(…) cela signifie également qu'il n'y a pas d'"autre", il n'y a pas de lien, lien d'amour et lien social, pour assurer cet espace psychique. Toujours est-il que (…) notre civilisation est en train de se fissurer en raison de cette mise en difficulté, voire de cette destruction de l'espace psychique !". L'intelligence du capitalisme se démontrant par "destruction de l'espace psychique", rabougrissement de nos facultés, n'est-ce pas confirmation de nos analyses. De plus, des personnes chargées de "communication" aussi infirmes de communication, châtrées de tout amour et sociabilité, par solipsisme et hypertrophie des égoïsmes, est-ce que ça ne fait pas très désordre ? Tandis que les derniers porteurs de "l'espace psychique", ces millionnaires de la vie intérieure, se montrent toujours pourchassé-e-s par la médiocrité médiatique !!! Si le capitalisme ne ressemble pas à un suicide collectif, daignez nous expliquer un peu…

Second exemple : des extraits de la merveilleuse B.D. de Philippe Squarzoni "Dol", aux Requins Marteaux, 4éme trimestre 2006, qui prouve à quel point une B.D. peut surpasser en sérieux et profondeur biens des écrits creux mais proposés par nos anti- maisons d'éditions dites "de prestige". Une belle preuve ? Cet ouvrage, oui oui, est largement inspiré de cette B.D., vous vous rendez compte ? "Dans l'état où se trouve le débat politique comment s'étonner qu'on préfère le simulacre à l'authentique, les plumes du costume de clown, le télévisuel et l'immense bêtise à l'esprit adulte ? (p 267)". "Dans n'importe quel autre type de contrat, cette manipulation frauduleuse aurait valu révocation (p 270)". Mais pas de révocation du si social dispositif politique-culture média, qui fonctionne d'une façon anti-sociale et d'une inexcusable stupidité. Ce qui est essentiel, primordial, central, n'appartient plus à la réflexion ; uniquement, le superficiel, le farfelu, le frivole, parviennent à toucher ces cerveaux irrémédiablement figés et immobilisés dans un âge mental de 16 ans."Une reconversion menée par des anticonformistes bourgeois , qui n'ont pas l'impression d'avoir changé de camp, mais d'être "modernes", puisque , animés par des valeurs D'AVANT 1789, ils ont le regard tourné vers 2009 (p 97)". Le renoncement farfelu aux luttes sociales et économiques pour le domaine déconnecté et narcissique des questions de société, brouille l'authenticité de l'appellation "gauches" et même (nous sommes en train de le comprendre) "d'extrêmes gauches". Dans la balance, audace sur les questions de mœurs contre très réactionnaires et encore plus rétrogrades sur les questions économiques, le curseur établit bien que, si vous ne voulez pas la très rapide abolition du capitalisme, vous ne pourrez plus vous prétendre de "gauche". Pour les médias dits de "gauche", en effet, "l'ordre libéral correspond

en quelque sorte au *bon sens(…)* pour eux, gauche-droite ce ne sont plus des projets philosophiques fondamentalement opposés, ce sont des boutiques partisanes qui ne diffèrent que sur le saupoudrage d'un peu plus ou moins de social (p 77)" (…) Mais l'idée de ne serait-ce que réfléchir au libéralisme ne peut même plus atteindre leurs cerveaux (…) "Un projet radical qui mettrait en cause l'économie de marché ne correspond pas du tout à leur vision qui a même tendance à penser que c'est quand la gauche s'attache à ce type de projet qu'elle échoue (p 78)". N'est-ce pas l'illustration d'une descente dans le "déni du réel" chronique ? "Il y a cette idée que la gauche est engoncée, et que pour qu'elle ait une chance de revenir au pouvoir, il faut qu'elle entre dans la "modernité" libérale. La vision des journalistes dominants est une vision très parisienne, d'état-major, qui décrète qu'il n'y a pas d'alternative au marché et que le marché est plutôt une bonne chose (…) et ils évoluent dans un univers où le projet social, économique et philosophique des décideurs va de soi…Leur référence ce n'est pas du tout l'enquête sociale qui leur permettrait de mesurer les dégâts du libéralisme…Leur référence c'est la lecture des éditoriaux des autres (p 79)". Il n'y a pas de concurrence internationale sur le marché de l'éditorialiste, personne qui pourrait faire chuter votre salaire, et vous vous trouvez dans la position de ne rien connaître de ce dont vous parlez. Alors que vois abordez le primordial : quelle légèreté soulignant votre radical mépris des autres, quel manque de scrupules et de méticulosités qui vous démasque en posture de paresse mentale ! D'où, votre stérile et inculte message qu'il n'existerait aucune alternative au capitalisme (qu'en savez-vous ? vous n'avez même pas eu l'honnêteté de vérifier!) ou de notre impuissance à modifier le cours des choses (ne partageant plus rien de la vie commune "d'où" pouvez vous émettre de telles absurdités ?). Si ce n'est au spectacle de la lobotomisation d'ex-rebelles, complètement aliénés, que nous venons d'assister, à quoi d'autre ? Le capitalisme ne dispose plus que d'affligeants et piteux modèles de ce type (en perte vertigineuse de toute intelligence) pour faire la propagande de son indiscutable supériorité. Nous constatons, sans effort, un échec gigantesque de sa perception de la vérité, et, en conséquence, un aveuglement complet sur sa propre réalité. Si ça ne vous magnifie pas le cerveau…

Une évidente déchéance psychique des dirigeants (en touts domaines : politiques, c'est gouvernants faut-il le rappeler ?) se dessine fermement. Ce qui surnage de ce carnage ? Bien, justement, la vraie intelligence : inter legere lire entre, la "guerre de mouvement" de Gramsci demeure supérieure à la "guerre de position" (à laquelle se limitent les dirigeants figeants, immobilisateurs). La propension excessive à trouver la plus haute forme d'intelligence au si minable capitalisme "sans pensée" participe du chapelet de malentendus. La seule excuse à l'entêtement massif des gauches et extrêmes gauches à se tromper serait qu'il faille valoriser l'ennemi afin de vous amender vous-mêmes ? S'interroger sur l'intelligence du capitalisme devient le plus grand service que vous puissiez vous rendre, actuellement, à vous-mêmes et aux autres.

Dans le versant "connaissance" de l'intelligence, le capitalisme semble, limpidement, trôner au milieu de "l'ignorance", cette entêtée volonté de "ne pas savoir", d'éviter et fuir, cette posture de regarder, sciemment, ailleurs, dédain et mépris. Au niveau du bilan, ce comportement ne peut être que désastreux : en découlent que le capitalisme fonctionne

- comme une barbarie, comme détruisant le meilleur de tous les domaines
- comme une irresponsabilité généralisée, tout un chacun fuyant les conséquences catastrophiques de ce système
- comme le processus des plus grands pillages et gaspillages
- comme une potentialisation a minima de tout ce qui existe, où des esprits structurellement infantiles gâchent l'ensemble des possibilités collectives.

Le QI du capitalisme frôlerait donc plutôt l'idiotie que le génie (son incapacité fonctionnelle à s'approcher des génies signe que, jamais et en aucuns domaines, le capitalisme ne s'est orienté en direction des génies)…

Dans le versant "méthode" qu'est l'intelligence, le capitalisme déploierait, plutôt, des insuffisances de méthodes : enfermements mentaux multiples, refus maladif des débats, psychorigidités, incapacités à l'écoute, durcissements dans les monologues et les unilatéralismes, inflammations d'asocialités…etc. Là où les extrêmes gauches nous clamaient discernements et perspicacités, lucidités et sagacités, nous ne constatons qu'aveuglements, surdités, perceptions très rétrécies au réel (d'où atrophie inquiétante du sens de la "globalité", du collectif, de l'intérêt général et de la synthèse!)…Nous détectons donc de réels handicapés et infirmes, qui ne persistent que par une bonne volonté et une gentillesse générale, ce qui infirme la soi-disant intelligence du capitalisme…Médiocre en tout, où y déceler cette générosité qui génère tout ? Qui engendre, crée et procrée, produit et reproduit, conçoit et enfante – comme l'observait Max Weber, le capitalisme parasite ce qui lui préexiste et le phagocytant, et, plus précisément, par lui-même il est incapable de créer ces qualités humaines qui lui ont permis d'émerger. Méthodologiquement, le capitalisme n'est qu'un destructeur barbare aveugle à tout ce qui n'est pas si minable ambition (le "profit" semble un concept qui ne séduit que les attardés mentaux ou les paresseux du bulbe). Sa réputation semble très largement surfaite !!!

Dans le versant "habileté" de l'intelligence, le capitalisme aurait la réputation de tout récupérer, de détourner, à son avantage, toute invention, de distraire quoique ce soit pour le faire converger vers lui…etc. A scruter de près, vous ne décèlerez rien d'autre que le mimétisme – le niveau le plus bas de l'intensité intelligente. Imitation, décalque, contre façon, copiage : tout ceci signe que le capitalisme ne précède jamais, ne devance guère, n'est pionnier, découvreur de rien, non plus que défricheur, éclaireur, innovateur. Il n'est jamais créateur, juste copieur. Or, la réalité dit que sans original pas de photocopies : le capitalisme ne sait qu'exclure (suicidairement) tous les originaux le risque d'absence de photocopies parvient à devenir extrêmement préoccupant. Avec lui, c'est la terre brûlée : incapable de comprendre la créativité, il la tue par cannibalisme et maladresse structurelle. Artaud n'avait-il pas élucidé cette maladive (et unilatérale) jalousie du bourgeois envers l'artiste : incapable de trouver en lui l'humilité et l'unité, nécessaires pour créer, il va tout détruire (l'inversion perverse de créer) ? Q.E. (quotient émotionnel) du capitalisme : crétinisme émotionnel, incapacité au collectif. Les capitalistes se découvrent, tous, avoir des comportements de marginaux, et de béantes lacunes de relationnels, puisqu'ils gèlent tous les rapports humains et que, sous leur règne, les solitudes ont explosées (le plus grand nombre tous seuls, quel anti-progrès!). Aussi, une exécrable évaluation de l'intelligence du capitalisme : il n'est pas du tout malin, sinon dans sa capacité, apparemment inépuisable, de nuire d'une façon optimum à un maximum d'êtres. Habile et malin, juste pour faire du mal : n'est-ce pas un angle très restreint d'intellection et de compréhension ?

Notre constat vient d'englober tous les éloges imprévus (venant des extrêmes gauches) sur l'intelligence irréfutable du capitalisme. Complètement erronée s'est montrée cette analyse : ce n'est pas "rien ne peut être fait de mieux que le capitalisme", mais bien "la majorité des réponses alternatives au capitalisme peuvent aisément faire mieux que lui". L'imperfection radicale des diagnostics des extrêmes gauches rend, du même élan, leurs pronostics tout à fait douteux. Ce système, perçu et intégré, comme une médiocrité insupportable, un processus minable, pitoyable, navrant, désolant et déplorable – paraît, soudain, plus aisé à contourner et esquiver. Son assiette, par rapport au réel, étant si étroite de mesquineries (petitesses et bassesses restent synonymes)…De cela jaillit que c'est votre changement intérieur réel qui change ou non le capitalisme. Changement intérieur dont vous seuls en savez l'authenticité puisque, au fond, on ne trahit que soi-même. Mutation interne qui unifie sentiments, émotions et intellects avec imaginations, raisonnements et intuitions. Sans ce changement complet de regard, sans mutation de votre mentalité, sans façon radicalement neuve d'user des mots et des concepts, comme des raisonnements et des actions – toutes les gesticulations extérieures

s'éteignent dans le sable des illusions. Pire : ne font que renforcer ce système ! Si votre mentalité ne précède pas, votre posture ne sera que celle d'un pantin ou d'un zombi cette conduite. Tout changement brusque de style de vie a, obligatoirement, été devancé par un lent et long bouleversement de mentalité. Aucun changement collectif sans un fourmillement de changements individuels. Vous ne pouvez changer si vous n'êtes pas vous-même le changement. Nul n'a à s'occuper de faire "la" révolution juste "sa" révolution. C'est la réponse à comment changer entièrement la Société sans l'obscurcir inutilement de chefs!!! Pigé ou à la pige ?

Entre nous, où est passée l'intelligence indestructible du capitalisme ? Ce segment historique de l'Histoire humaine n'aura donc été qu'une période d'effondrement moral et affectif si douloureuse, qu'une gaminerie sans envergure, un si lamentable échec de la bêtise qui voulut se couronner toute seule en persécutant toute justice, toute intelligence, toute beauté et toute bonté…

(A suivre)